

au fonctionnement
des préventoriums.

RAPPORT

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 juin 1938.

Le Président,
tode initiale de lutte con-
se, il a été fait unique-
dispensaires et aux sa-
conditions de fonction-
établissements ont été ré-
les lois du 15 avril 1910
re 1910.

nombreuses années, on
s l'obligation de recourir,
on des enfants, à des éta-
autre catégorie désignés
« préventoriums ».

e des collectivités publi-
vres privées, ces établis-
s, en raison de leur utili-
sur tout le territoire. Ils
portantes subventions de
lectivités.

de les définir et de pré-
lalités de fonctionnement
par analogie avec les au-
s de lutte antitubercu-
de jour en jour plus im-

et esprit que le présent
édigé. Cette nouvelle ré-
st destinée à renforcer
armement sanitaire et à
rendement technique et

ons d'agréer, monsieur le
amage de notre profond

ent du conseil, ministre
d'ense nationale et de la

DOUARD DALADIER.

la santé publique,
RUCART.

Le ministre des finances,
PAUL MARCHANDEAU.

e la République française,
du président du conseil,
d'ense nationale et de la
stre de la santé publique
es finances;
13 avril 1938 tendant au
ancier;
ministres entendu,

s préventoriums sont des
organisés pour l'applica-
ygiéno-détellique, compre-
ion continue, une associa-
d'entraînement physique
n régime d'internat sous
médicale permanente.

préventoriums sont affectés
ou adolescents à culti-
atteints de forme de tu-
arence bénigne, non con-
sée par des séquelles de
tuberculose

ganghno-pulmonaire, des adénopathies pe-
riphériques ou des tuberculoses externes
non suppurées et ne relevant pas d'un
traitement chirurgical.

Les conditions techniques et hygiéni-
ques d'installation et de fonctionnement
des préventoriums, les conditions de re-
crutement et de nomination des médecins
de ces établissements ainsi que les condi-
tions dans lesquelles s'exercera à leur en-
droit la surveillance de l'autorité publique,
seront déterminées, suivant les dispositions
de la loi du 7 septembre 1910, par un
décret pris sur la proposition du ministre
des finances et du ministre de la santé
publique, après avis du conseil supérieur
d'hygiène sociale.

Art. 4. — Le présent décret sera soumis
à la ratification des Chambres dans les con-
ditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Art. 5. — Le président du conseil, mi-
nistre de la défense nationale et de la
guerre, le ministre de la santé publique et
le ministre des finances sont chargés, cha-
cun en ce qui le concerne, de l'exécution
du présent décret qui sera publié au *Jour-
nal officiel* de la République française,

Fait à Paris, le 17 juin 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des finances,
PAUL MARCHANDEAU.

Décret relatif à la protection des enfants
placés hors du domicile de leurs pa-
rents.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 juin 1938.

Monsieur le Président,

Le présent décret a pour but de per-
mettre de sauvegarder la vie et la santé
des enfants depuis la période où ne
s'exerce plus la protection des enfants du
premier âge jusqu'à celle qui limite
l'obligation scolaire, dans tous les cas où
ils sont placés ou séjournent pendant plus
de deux semaines en dehors de la protec-
tion de leur famille.

Par ailleurs, la vie et le développement
physique des enfants envoyés en colonies
de vacances doivent faire l'objet d'un soin
particulier, aussi est-il apparu comme
nécessaire d'exercer une surveillance
étroite, sur leur santé par le contrôle
sévère des conditions matérielles et mo-
rales imposées aux camps et colonies de
vacances.

Le projet qui vous est soumis crée la
surveillance de l'enfant en dehors de la
protection de sa famille. Il institue des
comités départementaux spéciaux qui so-
lontagèrent la responsabilité de la bonne

installation et du fonctionnement conve-
nable de ces œuvres bénéfiques destinées
à accroître la force physique d'un très
grand nombre d'enfants débiles, déficients,
ou simplement négligés par ignorance des
familles; ils permettront d'assurer l'hy-
giène des locaux et des services ainsi que
la surveillance des enfants en séjour de
santé à la mer et à la montagne.

Tel est l'objet du présent projet de dé-
cret que nous soumettons à votre haute
approbation, et qui permettrait de renfor-
cer la protection de l'enfance.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le
Président, l'hommage de notre profond
respect.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des finances,
PAUL MARCHANDEAU.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la
guerre, du ministre de la santé publique et
du ministre des finances,

Vu la loi du 13 avril 1938 tendant au ré-
ajustement financier,

Le conseil des ministres entendu,

Décède:

Art. 1^{er}. — Tout enfant non protégé par
la loi du 23 décembre 1874 relative à la
protection des enfants du premier âge,
mais d'un âge inférieur à celui qui limite
l'obligation scolaire, hébergé soit en colo-
nie de vacances, soit collectivement ou
isolément moyennant un salaire, hors du
domicile de ses ascendants ou tuteurs col-
latéraux ou parent au quatrième degré,
est placé sous la protection de l'autorité
publique.

Art. 2. — La surveillance instituée par
le présent décret est confiée aux préfets.
La surveillance de l'autorité publique
s'exerce à la fois sur les conditions morales
et matérielles du placement.

Art. 3. — Nul ne peut servir d'intermé-
diaire soit à titre personnel, soit au nom
d'une collectivité publique, s'il n'est auto-
risé, à cet effet, par le préfet du départe-
ment de sa résidence, appelé à apprécier
s'il présente les garanties morales et ma-
térielles indispensables.

Nul ne peut héberger gratuitement ou
moyennant salaire, temporairement ou
définitivement, un enfant protégé par le
présent décret, qui lui a été confié par
une personnalité ou groupement habilité
à pratiquer le placement, s'il n'est spé-
cialement autorisé par une décision du
préfet.

Cette autorisation n'est pas requise si
le placement est effectué dans un centre
de placement familial autorisé.

Art. 4. — L'autorisation d'organiser un
centre familial de placement est accordée
par arrêté préfectoral pris sur la proposi-
tion de l'inspecteur départemental de
l'assistance publique et de l'inspecteur dé-
partemental d'hygiène, après avis du con-

seil départemental de protection de l'enfance déterminant notamment le périmètre de l'organisation, les conditions de surveillance auxquelles sont soumis les enfants et les placements, particulièrement au point de vue sanitaire.

Art. 5. — Les particuliers, collectivités, sociétés ou groupements qui désirent héberger collectivement des enfants soit dans un immeuble, soit dans un camp organisé à titre provisoire, doivent préalablement en faire la déclaration au préfet de leur domicile ou de leur siège social, en y joignant leur acte de naissance, l'extrait de leur casier judiciaire, l'indication des lieux où ils ont résidé, et des professions qu'ils y ont exercées pendant les dix années précédentes, le plan des locaux affectés à l'hébergement, et le cas échéant, une copie des statuts s'il s'agit d'une société ou association.

Le préfet peut former opposition, dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène. A défaut d'opposition, l'établissement est ouvert à l'expiration de deux mois, sans aucune formalité.

Art. 6. — Les dossiers concernant les demandes d'ouvertures ou de subventions des colonies de vacances et le placement des enfants transmis au ministre de la santé publique par le préfet, sont centralisés au secrétariat général du conseil supérieur de protection de l'enfance.

Art. 7. — Il est créé dans chaque département un comité départemental de surveillance des enfants placés en dehors du foyer familial et des colonies de vacances, fonctionnant sous la présidence du préfet ou de son délégué, comprenant :

L'inspecteur départemental de l'assistance publique.

Le médecin inspecteur départemental d'hygiène.

L'inspecteur d'académie.

Un membre de l'enseignement du premier degré.

Le directeur de la caisse départementale des assurances sociales.

Un représentant des associations familiales.

Un représentant des œuvres privées.

Art. 8. — Les infractions aux articles 1 à 7 inclus du présent décret seront punies d'un emprisonnement de un jour à un mois et d'une amende de 25 à 2.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, la peine étant prononcée pour chaque cas de placement ou d'hébergement irrégulier.

Art. 9. — Aucune contribution et subvention sur des fonds publics à quelque titre que ce soit, ne pourra être attribuée aux organismes dont le fonctionnement ne sera pas conforme aux dispositions du présent décret.

Art. 10. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Art. 11. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la santé publique, et le ministre des finances sont

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1938.

ALBERT LEDRUN.

Par le Président de la République :
Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des finances,
PAUL MARCHANDEAU.

— ♦ —
Décret relatif aux mesures concernant les mineurs vagabonds et le domicile de secours des enfants assistés.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 juin 1938.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 30 octobre 1935 sur la protection de l'enfance, a été pris, dans un souci de justice et d'humanité, pour éviter l'incarcération et la condamnation de mineurs de dix-huit ans laissés à l'abandon par leurs parents, ou privés de famille.

Or, les termes très généraux de ce texte ont permis de traiter comme mineurs vagabonds, des catégories d'enfants déjà protégés par la loi sur les enfants assistés ainsi que des enfants déjà recueillis par des œuvres, à titre gratuit, et qui, à aucun moment, ne se sont trouvés à l'état d'abandon.

Il a été constaté, d'autre part, que des enfants contre lesquels aucune poursuite n'aurait pu être engagée à raison de leur jeune âge, étaient placés au titre du décret susvisé. Afin de restituer à ce texte son caractère véritable qui était la suppression du délit pour les mineurs de dix-huit ans, nous avons l'honneur de vous proposer le texte modificatif suivant.

Enfin, il a paru opportun de préciser les règles d'acquisition du domicile de secours en ce qui concerne les enfants assistés.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des finances,
PAUL MARCHANDEAU.

— ♦ —
Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la santé publique et du ministre des finances,

Vu le décret du 30 octobre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des

Vu la loi du 13 avril 1938 sur le redressement financier;

Vu le décret du 30 octobre 1935 sur la protection de l'enfance (des mineurs);

Le conseil d'Etat entendu

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 30 octobre 1935 sur l'unification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance, est complété comme suit : « toutefois, s'agissant de la loi du 30 octobre 1935, les enfants continuent à avoir leur domicile de secours dans les conditions prévues par l'article 29 de la loi du 13 juillet 1938 ».

Art. 2. — L'article 2 du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance est complété comme suit :

« Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux mineurs bénéficiaires des dispositions de la loi du 30 octobre 1935 sur les enfants assistés, les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les enfants phelins pauvres, les enfants moralement abandonnés, les enfants de la guerre, s'ils se trouvent dans l'un des cas suivants : agabondage, seront remis de service des enfants assistés ».

« Le domicile de secours des enfants assistés est fixé dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 27 juin 1938 ».

Art. 3. — L'article 3 du décret du 30 octobre 1935 sur la protection de l'enfance est complété comme suit :

Après « sous le régime de la loi du 30 octobre 1935 », ajouter :

« La décision devra mentionner la date à laquelle la décision a été constatée; elle sera inscrite au casier judiciaire ».

(Le reste sans changement)

Art. 4. — Le présent décret est soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la santé publique et le ministre des finances, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1938.

ALBERT LEDRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des finances,

PAUL MARCHANDEAU.